

PÔLES, MODERNISATION ET SUBVENTIONS, L'ÉTERNELLE MOBILITÉ SPATIALE DANS LE NORDESTE DU BRÉSIL

Hélène RIVIÈRE D'ARC

INTRODUCTION

Contrairement à ce qui est affirmé pour plusieurs pays du Tiers Monde, il ne semble pas que les migrations temporaires soient en train de se substituer aux migrations définitives au Brésil. Les deux formes ont toujours été profondément imbriquées et l'on pourrait donner des exemples de retour à la région d'origine alors que les migrants étaient en principe partis pour toujours (1). A l'inverse, nul ne sait le destin d'innombrables travailleurs partis temporairement pour tenter de résoudre la situation précaire de leur famille, seuls ou avec elle, et qu'on a jamais revu dans leur village. Les enquêtes réalisés par le ministère du Travail dont je reparlerai plus loin, montrent que cinq, six, sept étapes de migrations sont chose courante pour bon nombre de travailleurs brésiliens (2).

Cette situation n'est pas nouvelle, le Brésil, pays depuis des siècles de cycles d'activités localisées géographiquement, de front pionnier toujours ouvert, a connu des déplacements constants et massifs. Le XX^e siècle, et plus particulièrement les années 50-80, sont celles de l'urbanisation ultra-rapide et de l'industrialisation par pôle.

Si l'on regarde la situation actuelle, on dira que les infléchissements sont les suivants : le taux de croissance de certaines villes moyennes rattrape ou dépasse celui des grandes villes. Elles absorbent dans leurs périphéries des migrants dont les activités alternent

(1) Voir par exemple José Vicente Tavares dos Santos, *Matucho, le rêve de la terre*, thèse de doctorat d'Etat, Paris X, 1987, où il est montré que de nombreux paysans qui ont quitté le Rio Grande do Sul pour coloniser le nord du Mato Grosso, sont revenus dans leur village après quelques années.

(2) Voir Martine Droulers et Hervé Théry, *Migrants de Bahia*, Communication au Colloque "Estrutura do Emprego e dinamica espacial da força de trabalho", Salvador de Bahia 1985.

au gré des opportunités entre l'urbain (surtout la construction) et le rural (journées de travail agricole). Le rythme de croissance des très grandes villes semble se tasser autour de 3,5 %. Mais comment dire s'il s'agit de migrations temporaires ou définitives ? Il revient à l'Etat d'élaborer des politiques indirectes de migration, de fixation etc. On peut dire qu'elles sont peu efficaces au regard des déplacements que provoque le surgissement d'une activité productive dans tel ou tel lieu du pays et de l'attraction que continue depuis plus de trente ans, d'exercer le Centre-Sud sur le Nordeste. Seules certaines migrations saisonnières de travailleurs agricoles pour les récoltes ont un semblant d'"organisation" dans la mesure où les entrepreneurs font appel à la main-d'œuvre d'une région précise sous le contrôle d'un recruteur car ils apprécient que ces travailleurs retournent chez eux lorsqu'ils ont fini leur tâche (3). Peut-être, peut-on faire une observation similaire pour le secteur de la construction urbaine où la rotation de la main-d'œuvre semble correspondre à une stratégie précise des entrepreneurs (4).

Mais même dans ces cas-là, il est difficile de faire la part de ce qui relève de la migration spontanée et du recrutement temporaire organisé. De même est-il difficile de mesurer la proportion d'utilisation pour ces tâches, de travailleurs venus tout exprès et de boias frias vivant de plus ou moins longue date dans la région. Enfin quel statut peut-on donner à ces *boias frias* (5) ? Plusieurs recherches ont évoqué les "hordes errantes" (selon l'expression de Francisco de Oliveira) qui, au Minas Gerais se proposent immédiatement de prendre le relais pour achever une récolte, un défrichage etc. dès qu'un conflit oppose un entrepreneur à ses employés du moment. A cette époque qui n'est guère lointaine (le début des années 80), cette population était même censée rendre très ardue la tâche des syndicats engagés dans une confrontation locale.

En résumé, cette introduction n'avait la prétention que de montrer qu'à mon avis, rien ne peut encore au Brésil conforter la thèse que la précarité de l'emploi, son caractère temporaire et chaotique, a pour corollaire l'augmentation des migrations temporaires au détriment des migrations définitives.

(3) Voir Bernard Bret, *l'irruption du café sur le plateau de Conquista*. In Hélène Rivière d'Arc, *Portraits de Bahia*, coll. Brasília, ed. MSH, 1987.

(4) Voir Alain Morice, *les travailleurs du BTP à Joao Pessoa, premières réflexions*, Les Cahiers, Pratiques sociales et travail en milieu urbain, ORSTOM, n° spécial Brésil, 1988.

(5) Il existe beaucoup de travaux qui tentent d'établir des typologies des travailleurs selon leur activité, selon le lieu où on les rencontre etc. : études statistiques de l'IBGE (notamment ceux de Sebastiana Brito) ; études socio-économiques et socio-politiques (notamment celles de Francisco de Oliveira, de M.E Chonchol et de Carlos Vainer).

1. RAPPEL SOMMAIRE DE LA SITUATION MIGRATOIRE DANS LE NORDESTE.

Deux données extrêmement simples rendent compte d'une façon déformée de l'importance des migrations dans le Nordeste :

- Il a perdu 1,8 millions de personnes pendant la décennie 1970-1980, tandis que le Sud-Est enregistrait 1,7 millions d'entrées.

Malgré des taux de natalité et de fécondité restés plus forts que dans le reste du Brésil (34 ‰ et 150 ‰), mais en fonction d'une mortalité également beaucoup plus forte (10 ‰), et de l'émigration, la croissance de la population a été plus faible que la moyenne nationale.

- Par ailleurs, étant entendu que le critère rural-urbain n'a pas grande signification du point de vue de l'activité mais seulement de la concentration de la population et de son accès aux services, on note que la croissance de la population urbaine a été de 49 % de 1970 à 1980, tandis que celle de la population rurale ne dépassait pas 5 % (6).

C'est dire à quel point les migrations internes (inter-états dans le Nordeste, et intra-municipales) étaient importantes. Dès lors, la population urbaine dépasse très largement la population rurale. Et pourtant, tout cela ne veut pas dire que le Nordeste n'accueille pas de nouveaux venus : des cadres d'industrie et de gestion dont on peut considérer l'immigration comme temporaire (quelques années), des agriculteurs du sud venus mettre en valeur le front pionnier de l'Alem Sao Francisco dont on peut supposer qu'en principe, ils resteront, des travailleurs de la construction dans certaines micro-régions dont les phases de dynamisme et de récession ne concordent pas toujours avec celle de la région (NE) ou du pays. On dit que 7 000 ouvriers de la construction sont venus du Minas Gerais et de Brasilia à la fin des années 70 dans la micro-région du cacao du sud de Bahia, lors de l'un de ces petits booms, mais où sont-ils aujourd'hui ? Enfin les années de crise 81-84 ont été marquées par le retour d'émigrés à Sao Paulo dont il est pour le moins délicat de dire s'ils étaient partis définitivement ou non, mais dont il semble que la réinsertion dans leur milieu d'origine se fasse plutôt dans le travail agricole, la construction ou les petits métiers que dans l'industrie proprement dite malgré une expérience souvent industrielle (7).

(6) Voir l'analyse démographique réalisée par A. Zantman, J. Cartier-Bresson et J.L. Rosinger pour leur rapport, *Dynamique interne et spécialisation internationale du modèle d'industrialisation brésilien*, ENS, Centre de recherche économiques, oct 1987.

(7) Voir Hélène Rivière d'Arc, *Bahia et la crise*, Communication au Colloque de Salvator, 1985, *op. cit.* Et, Ilheus et Itabuana, *Economie urbaine et nouvelles propositions municipales*, Doc. de recherches du CREDAL, Equipe Brésil, n° 5, 1985. Les syndicats agricoles lors des débats sur la réforme agraire ont rappelé l'existence de ce groupe comme éventuel bénéficiaire dont il ne fallait pas oublier l'existence, même s'il est numériquement faible.

2. FORMATION DE NOUVEAUX ESPACES SOCIO-ÉCONOMIQUES ET POLITIQUE GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRE DE MIGRATIONS

Sans revenir en détail sur les décisions qui ont présidé à sa création ni sur les mécanismes de son fonctionnement, il est utile de rappeler que l'événement principal qui a modifié l'histoire économique du Nordeste fut la création de la Sudene en 1959, une mesure qui a immédiatement succédé à la grande sécheresse de 1958. Par le biais du système d'incitation fiscale qui a été mis en place, qui a été modifié à plusieurs reprises mais qui perdure, le Nordeste, de région exportatrice de capitaux et de main-d'œuvre est devenue importateur de capitaux. Dans les années 60 et 70, il a connu, au moins pour certains états qui le composent, des taux de croissance économique très élevés (7 à 11 %).

La Sudene a privilégié, c'est un fait très connu, l'implantation de grandes entreprises agricoles venues du sud, la modernisation d'entreprises locale et le développement d'entreprises de services. Mais l'essentiel des fonds qu'elle a gérés (sans avoir eu réellement de pouvoir de décision sur ces choix) a été orienté vers la création de pôles industriels dont le principal est à Camaçari, près de Salvador de Bahia, où se sont concentrés en quinze ans plus de 100 000 habitants.

Quel a été l'impact de ces mesures ?

- Sur les migrations à longue distance d'abord : les entreprises tant industrielles qu'agricoles ou de services ont importé du personnel qualifié, des cadres, plus récemment des colons du sud (Parana surtout) pour occuper le front pionnier... D'autre part, il y a eu au cours des années 70-80 permanence mais ralentissement de l'émigration traditionnelle vers le sud.
- Sur les migrations inter-régionales ou locales : le marché du travail créé par les pôles industriels, même s'il n'absorbe pas la population qui s'est concentrée dans leur zone géographique, a pris des dimensions régionales (celle du Nordeste). Dans l'ensemble du Nordeste par ailleurs, l'espace peut être dorénavant perçu en termes de diffusion du capital productif en zones rurales ou semi-rurales ; le type d'activités qui résulte de cette diffusion conditionne la forme de migration et le statut des travailleurs migrants ou locaux, qu'il s'agisse du café, de la canne à sucre, des haricots, du cacao, de l'élevage, du soja, des fruits etc. Ces migrations inter-régionales ou locales peuvent donc être analysées en fonction du marché du travail micro-régional ; en établissant une relation entre offre et demande de main-d'œuvre autour d'une filière dominante. Mais si le statut du travailleur migrant qu'on situe dans cette relation dépend du calcul de rentabilité des entrepreneurs, il peut dépendre

aussi de son choix "politique", autrement dit d'un meilleur contrôle sur la main-d'œuvre, ses origines géographiques et ses déplacements.

Les résultats de cette dynamique sur la formation des espaces sont en résumé : la formation de villages-rues relativement récents à la périphérie des zones agricoles modernisées et la croissance des périphéries appelées "urbaines" des villes moyennes qui supervisent les activités agricoles. Dans ce cas, les migrants plus ou moins récents s'offrent sur les marchés du travail à la fois urbain et rural. On peut même dire que leurs activités, selon les opportunités, selon les phases et les calendriers, alternent entre l'urbain et le rural. Le travailleur agricole de la périphérie urbaine est le plus souvent un travailleur "autonome" disponible pour la construction, autre secteur dans lequel s'imbriquent profondément travail formel (déclaré par l'entrepreneur) et travail informel (salaire payé à la journée sur engagement verbal).

S'il convient d'insister sur le secteur de la construction, c'est parce que dans le contexte qui nous occupe, il joue un rôle essentiel pour deux raisons : d'une part parce qu'il absorbe une grande quantité d'immigrants selon des modalités qui ressemblent un peu à celles du secteur agricole comme on vient de le dire (on peut en effet comparer l'*empreitada* ou organisation du travail à la tâche et le *mutirao* ou entraide, dans ces deux secteurs) ; d'autre part, parce qu'il a été très typique pendant les années 70-80 de la politique des *convenios* (ou accord état fédéré/gouvernement central et/ou municipalité/gouvernement central). Deux explications à cette politique : le volet centralisation au niveau gouvernement fédéral des impôts et des ressources et le volet éminemment politique ou clientéliste de la redistribution par le biais des *convenios*. A la fin des années 70 et au début des années 80, les tentatives du gouvernement central pour maintenir le Nordeste dans l'orbite du parti autoritaire se sont traduites par une abondance de prêts et de subventions à un certain nombre de municipalités qui ont ainsi développé la construction publique. Ceci sans parler des petits booms locaux qui se traduisent tout de suite par des investissements dans l'immobilier auxquels j'ai déjà fait allusion. La diminution de cette manne touche certainement aujourd'hui plusieurs états et plusieurs municipalités mais le secteur de la construction semble rester néanmoins un des secteurs clef de l'absorption des migrants (8).

(8) Voir à ce sujet les travaux récents de A.Morice (*op.cit.*) qui décrit le processus de travail dans la construction à Joao Pessoa. Il semble bien par ailleurs que l'amplification du pôle pétrochimique de Camaçari, près de Bahia, va entraîner une nouvelle phase de recrutement de travailleurs de chantiers pour une période donnée. Mais au lieu de faire venir des immigrés de loin, peut-être sera-ce une occasion d'embaucher temporairement la nombreuse population inoccupée de Camaçari, venue lors du mirage de la première époque de construction du pôle.

Dans ce cadre économique général de longue durée, sur lequel influe comme on l'a vu, les moments politiques, les mesures gouvernementales concernant plus précisément, quoique presque toujours indirectement, les migrations peuvent être périodisées pour les vingt dernières années mais comment vérifier leur efficacité ? On pourrait les classer de différentes manières tout en soulignant qu'elles relèvent d'attitudes et de logiques contradictoires selon qu'on se situe au niveau national, régional ou local et selon l'échelle du temps, c'est à dire des périodes très courtes. Au fond, les migrations à très longue distance et l'idée que le peuple brésilien est un peuple nomade, disponible pour se déplacer à merci, sont des constantes. Et la permanence de l'existence des fronts pionniers a toujours entretenu le mirage de solution. Cette idée a en fait présidé aux différentes phases de colonisation en Amazonie et dans le Centre-Ouest promues par le gouvernement fédéral, en général à la suite de catastrophes naturelles telles que les sécheresses, mais renforcées par des études qui se voulaient scientifiques sur la capacité des sols nord-estins à nourrir telle ou telle densité de personnes.

Mais l'insuffisance du palliatif "colonisation" pour résoudre la diversité des problèmes d'hyper-urbanisation réapparaît périodiquement notamment dans le Nordeste, même si ces problèmes tiennent autant aujourd'hui à la croissance exponentielle des villes et à l'incapacité d'enrayer leur dégradation qu'à l'immigration.

Ainsi, parallèlement à la création des pôles, a-t-on assisté à la mise en place de politiques de villes moyennes soutenues par la Banque mondiale (au niveau fédéral), dont un des objectifs principaux était de retenir la population. Quelques villes du Nordeste (Juazeiro-Petrolina, Campina Grande) en ont bénéficié sans que rien ne montre précisément jusqu'à maintenant qu'elles connaissent vraiment un développement plus harmonieux que les autres (9). Au niveau des états fédérés, par exemple celui de Bahia, on a créé des districts industriels avec incitation fiscale, dont la réussite dépend en fait avant tout de l'activité agricole locale, de leur localisation, ou des relations amicales ou clientélistes des promoteurs publics et privés locaux.

Enfin, ultime événement, la relance du débat sans fin sur la réforme agraire (le dernier décret, toujours assez mal appliqué, date de 1985) est le résultat lancinant des profondes contradictions de la société brésilienne et de la représentation politique qui en émane.

(9) Voir CREDAL-STRATES, *La politiques des villes moyennes au Brésil*, Rapport de contrat, ministère de la Recherche, 1986.

Ceci dit, le débat est évidemment à lier étroitement à la question de la fixation des hommes à la terre, surtout dans le contexte actuel, même si beaucoup ne croient pas vraiment à la "rentabilité" de la réforme et si reste grande la pression de certains grands entrepreneurs agricoles qui ont besoin, pour les activités qui n'ont pas été remplacées par des machines, du maintien d'une main-d'œuvre flexible, "volante" comme on dit au Brésil.

La conjoncture des années 80, ne modifie pas considérablement ce tableau, me semble-t-il. Certains commencent à dire que les gens quittent moins la campagne parce qu'ils savent qu'il n'existe guère de possibilités d'emploi en milieu urbain. Mais, d'après les enquêtes certes très ponctuelles que j'ai réalisées, il semble bien que la principale motivation des migrants soit l'accès aux services scolaires et de santé, l'accès à des revenus un peu meilleurs semblant relever avant tout de la capacité de débrouillardise de chacun.

Enfin, comment mesurer l'importance de certaines nouvelles "concentrations" : les périphéries des villes moyennes, les villages ruraux, les "campements" ? Certes la diminution du salariat permanent dans l'agriculture et le ralentissement de l'embauche "formelle" sont des phénomènes que l'on a pu vérifier à travers de nombreuses enquêtes, mais ils ne peuvent être liés directement à l'alternative migrer ou ne pas migrer et migration temporaire ou définitive.

Plus ponctuellement encore, et sans qu'aucune donnée ni aucune vérification statistique ne puissent corroborer cette observation, il convient de rappeler dans la conjoncture du début des années 80, des retours du sud concernant essentiellement des hommes célibataires ou partis seuls. Mais ces retours, même s'ils ont une importance sur le plan sociologique (notamment du fait de l'expérience syndicale que les émigrés ont souvent acquise), ne compensent sûrement pas les départs.

Un deuxième phénomène, c'est l'apparition pour les nordestins de nouvelles zones d'attractions (définitives ou provisoires ?) : le programme multi-activités autour du pôle industriel, appelé Grand Carajas, dans le sud du Para, et les zones d'extraction de l'or.

Par rapport aux migrations inter-régionales, la décennie 80, quand on l'étudiera statistiquement devra enfin tenir compte du renouvellement d'un phénomène qui conditionne sporadiquement les migrations et prend chaque fois une ampleur considérable : en l'occurrence, la grande sécheresse de 82-85 qui a entraîné des

départs définitifs du *sertao* de petits exploitants agricoles, notamment vers Fortaleza et Recife, et le ralentissement des déplacements saisonniers vers les zones de production, en particulier du haricot et du café.

3. LE DÉBAT SUR LES MIGRATIONS.

L'ampleur des déplacements de population au Brésil, le gonflement des villes, l'inadéquation de plus en plus manifeste entre l'offre de travail dans l'industrie moderne et certains services (comme la pétrochimie à Camaçari pour le Nordeste, qui représente finalement un marché du travail fermé), et l'absence de qualification de ceux qui migrent à la recherche de travail, ont suscité une mobilisation de deux départements du ministère du Travail pour connaître ces migrants, et leur apporter éventuellement une aide administrative et matérielle. La première étape de ce projet, élaboré au début des années 80, a été le lancement d'une gigantesque enquête décentralisée, assortie, dans les postes où elle devait se dérouler, de la présence d'assistantes sociales. L'ampleur du projet a rendu l'enquête pratiquement inexploitable. Elle semble abandonnée, mais des traitements partiels ont eu lieu (à Bahia par exemple), qui montrent l'extraordinaire mobilité régionale des travailleurs et l'extrême précarité de leur situation (10).

En fait, cette enquête a conforté les techniciens des ministères et les chercheurs sur certaines perceptions de la figure du "migrant" nordestin. Il y a d'ailleurs des zones où on a même utilisé ces fichiers pour constituer des groupes de travailleurs susceptibles d'être orientés vers d'autres, où il y avait occasionnellement appel de main-d'œuvre. Mais cela n'a pas été, c'est bien clair, une "politique" des migrations.

De cette enquête, c'est la permanence et l'ampleur de la mobilité géographique qu'il faut retenir et qui nourrissent toujours le débat sociologique que l'on veut voir dépasser les observations statistiques ou impressionnistes, aujourd'hui connues, comme celles-ci (toujours à propos du Nordeste) : les hommes continuent de partir vers le sud, tandis que les femmes migrent assez massivement vers les grandes villes régionales (Salvator, Recife et Fortaleza). Notons qu'il faut éviter de faire de ce dernier phénomène une simple migration de futures employées de maison. Les migrantes adoptent rapidement les comportements démographiques urbains (baisse des taux de natalité

(10) Voir M. Droulers et H. Théry, *op.cit.*

et de fécondité), ce qui est interprété en termes de nécessité et d'opportunité pour les femmes de participer au revenu familial, et partant, d'intégration au marché du travail informel surtout. Cependant, dans les grandes villes, il apparaît que les groupes d'immigrés récents se montrent moins combattifs dans ce que l'on appelle les mouvements sociaux urbains que leurs concitoyens munis d'une longue expérience familiale et d'un savoir-faire éprouvé de "lutttes urbaines". Les immigrés récents seraient, au dire de certains leaders de quartier, les proies privilégiées des sectes, notamment pentecôtistes, puisque la relation individuelle ou familiale de parrainage qui se dilue et même disparaît dans les grandes villes, beaucoup plus que dans les petites, les laissent seuls.

Depuis que la notion de marginalité a été abandonnée (au Brésil, dans le langage courant, un "marginal" est un délinquant), plusieurs débats scientifiques tentent de donner des interprétations théoriques à cette intense mobilité spatiale qui met en évidence un type de personnage inscrit dans des relations de travail précaire et au statut très mouvant, étant bien entendu que ce personnage, selon le milieu où l'on choisit de l'observer, n'est pas toujours un migrant. Il peut n'être un migrant que d'un quartier à un autre, lorsqu'il participe d'une invasion ou d'un déplacement de population organisé dans les limites géographiques d'une agglomération.

Les interrogations sont celles-ci : comment s'identifient ces travailleurs informels et ces travailleurs "autonomes" de la construction par exemple ? Et s'il y a recherche d'identification, quelle identification peut apparaître qui permettrait de donner un caractère de "classe" à ce que Francisco de Oliveira appelle "une classe inachevée" (11). Cette interrogation ne vaut pas que pour les immigrés, mais ils sont si nombreux dans ces secteurs qu'on peut se demander si cette qualité n'imprime pas une marque spécifique, temporaire certes mais toujours renouvelée, à la recherche d'identité. Plus précisément toutefois, et si on prend la mobilité géographique elle-même comme cause d'une extrême difficulté d'identification, d'autres questions se posent comme celle de la représentation politique de ces groupes, au moment où le problème de la démocratie et de son corollaire la citoyenneté, occupe politiciens et chercheurs. On retrouve dans le vocabulaire de plusieurs sociologues qui s'interrogent sur ce point, le terme d'"errance" : "hordes errantes" avait dit Francisco de Oliveira voici quelques années à propos des nordestins qui sillonnent leur région et le pays, "le travailleur *boia-fria*, histoire d'une errance" dit à

(11) Voir Francisco de Oliveira, *O elo perdido*, Ed. Brasiliense, 1987.

son tour et plus récemment Maria Conceição d'Incao parlant des coupeurs de canne de Sao Paulo dont beaucoup viennent du Nordeste mais continuent leur errance selon les saisons ou quotidiennement à l'intérieur même de l'état (12). A quel moment de cette errance, qui finit tout de même parfois dans une grande ou une moyenne ville, faut-il les saisir pour repérer ou nier cette recherche et/ou cette formation d'identité ?

La question de la représentation est cependant importante et, comme on l'a vu, peut devenir un casse-tête pour les appareils syndicaux, particulièrement les syndicats de travailleurs ruraux (CONTAG) qui ont dû assister à la naissance du mouvement parallèle des Sans-Terres.

Enfin pour conclure ce sommaire tour d'horizon du débat et dans la mesure où, au Brésil, "la migration a été définie, conceptualisée, caractérisée sous les formes les plus variées, selon les multiples domaines théoriques et disciplinaires qui traversent le vaste monde des sciences sociales" (13), j'insisterai sur l'approche "stratégie familiale" qui donne lieu à des recherches relativement neuves et à des éclairages nouveaux sur la connaissance du migrant ou de la migrante nordestine. Mais les études qualitatives qui vont dans ce sens, étudient de petits milieux auxquels il n'est pas aisé de donner une valeur exemplaire. Est ainsi reposée ici nécessairement la question macro/micro, du quantitatif et du qualitatif, même si ces recherches aident à ne plus réduire l'homme à sa force de travail, ou à son caractère exclusif de "migrant".

4. CONCLUSION

Un chercheur spécialiste de l'Inde disait un jour au cours d'un exposé, que si l'Inde connaissait les mêmes taux d'exode rural que l'Amérique latine, et plus particulièrement le Brésil, des villes qui ont aujourd'hui 2 à 3 millions d'habitants en auraient entre 14 et 20. L'histoire agraire, la présence du front pionnier, l'industrialisation rapide, le capitalisme sauvage etc. expliquent-ils ces records ? Et est-il pertinent de se poser cette question ?

En revanche, sa situation géographique et son immensité font que le Brésil connaît relativement peu de migrations à l'étranger : les

(12) Voir Maria Conceição d'Incao, *le travailleur boia-fria. Histoire d'une errance, conditions de travail et mobilisation récente dans l'Etat de Sao Paulo (Brésil)*. Cahiers des Sciences Humaines, ORSTOM, vol XXIII, n° 2, 1987.

(13) Carlos Vainer, *Políticas migratorias no Brasil, notas para uma avaliação*, Communication au Colloque de Salvador, *op.cit.*

agriculteurs du Parana partis dans le haut Parana paraguayen, prolongement du front pionnier du Parana brésilien, semblent même revenir, et ils étaient partis à la suite d'un appel insistant de la part du gouvernement paraguayen qui leur proposait des conditions très supérieures à celle des paysans de son propre pays. Il existe certes, un petit flux vers la Guyane française ; on dit que le consulat de France à Belem est très occupé et que la figure du migrant en Guyane avec belle maison dans l'Amapa, commence à faire partie du paysage sociologique de cet état. Mais numériquement, il s'agit d'un phénomène de dimension réduite.

La première impression est donc que les grandes tendances varient relativement peu. Cependant la décennie 80 révélera peut-être quelques surprises : qu'en sera-t-il du Parana par exemple, un état du sud qui a connu un solde migratoire négatif pendant les années 70 (départs vers les fronts pionniers du Centre-Ouest et du Paraguay, sans doute aussi vers les villes). Et qu'en sera-t-il de Brasilia (14) ?

Les années 80 sont en principe celle de l'accentuation de la transition démographique comme dans toute l'Amérique latine, de la crise qui a fait stagner beaucoup de grands projets, de l'industrie qui recrute des travailleurs qualifiés en nombre réduit, de la concentration des habitants dans les villes notamment les villes moyennes, y compris celles du front pionnier du Centre-Ouest. Reste que migrations urbaines-urbaines semblent continuer de représenter la proportion la plus forte des déplacements.

Les analyses macro-démographiques commencent donc déjà de prendre en compte ces infléchissements.

L'autre volet des observations portent sur l'augmentation du nombre des travailleurs volants, *boias-frias* etc. dans l'agriculture, plus particulièrement dans les zones où la mécanisation ne se substitue pas à la force de travail humaine. Mais cela ne veut pas dire que ces déplacements ne modifient pas définitivement la structure de la population des régions qui font appel à ces travailleurs précaires. Beaucoup en effet ne reviennent pas dans leur région d'origine. Les migrations, au Brésil, sont extrêmement "désordonnées" ; les textes du ministère de la Planification qui concernent les migrations sont des textes d'interprétation "théorique" qui montrent simplement qu'on est conscient de l'ampleur du phénomène.

(14) Voir à ce sujet les différents travaux de Catherine Aubertin, 1986, 1987, 1988.

Seule l'opération amazonienne du début des années 70 avait la volonté explicite d'être une politique migratoire. Ce qui n'a pas empêché la majorité des migrants de se diriger vers les villes du sud ou les grandes capitales. Le problème reste donc celui de la capacité des villes pour absorber les nouveaux venus ; la capacité de la campagne pour les retenir (réforme agraire bien problématique, diffusion de services en milieu rural) ; enfin, la capacité des nouvelles zones de production pour les absorber. Quant aux effets de la transition démographique, ils sont plus ambigus à analyser. Il n'y a pas eu de véritable politique démographique au Brésil, peut-être entre autres raisons à cause du mirage du front pionnier, du désir de maîtrise du territoire en le peuplant, des gouvernements militaires. Néanmoins les taux de natalité et de fécondité ont baissé comme dans les autres pays, même à la campagne, tandis que les taux de mortalité et de mortalité infantile restaient plus forts que dans d'autres pays considérés comme de développement équivalent (le Mexique par exemple). Et cette mauvaise position du Brésil tient en partie à la situation du Nordeste que des années de croissance, d'investissements et de subventions ont assez peu modifiée au plan social. Le Nordeste continue d'exporter sa pauvreté et, d'une façon générale, les populations continuent comme dernière étape de leur migration, d'y "choisir" le milieu urbain, quels que soient ses pièges.

Cette conclusion peut paraître bien traditionnelle ; certes, il n'y a pas que des pauvres qui migrent (voir la formation sociale des villes-champignons amazoniennes, et aussi du front pionnier bahianais, Barreiras par exemple). Mais la très grande majorité des migrants reste composée de pauvres dont la stratégie de survie, entre autre par le biais de la migration, tend peut-être à devenir de plus en plus individuelles et de moins en moins familiale.

ANNEXE

Croissance des ressources nationales captées par le Nordeste

1973	1980
13,2 %	22,0 %

Source : Armando Avena Filho, Nordeste/Bahia, os caminhos do Desenvolvimento, UCSAL, Salvador, 1986.

Nordeste, indicateurs démographiques et sociaux (1984)

Espérance de vie	51 ans
Mortalité infantile	124 pour 1 000
Population urbaine	54 % (1980)
Analphabètes	47 %
Revenu (de 0 à 2 salaires minimaux)	77 %